

Économie : les conséquences du Brexit pour la Suisse

Autor(en): **Schmid, Simon**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger**

Band (Jahr): **43 (2016)**

Heft 5

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-911785>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Les conséquences du Brexit pour la Suisse

Un franc plus fort, une Europe plus faible, des taux encore plus bas: le vote britannique en faveur du Brexit est lourd de conséquences pour l'économie suisse.

SIMON SCHMID

En juin, la Grande-Bretagne a décidé de quitter l'Union européenne (UE). Quel est l'impact de ce vote sur la Suisse et son économie? Il est multiple.

1. Les taux d'intérêt vont rester bas pendant encore quelque temps

Le Brexit restera dans les annales comme le krach boursier le plus inoffensif de l'histoire. Certes, au matin du 24 juin, une grande fébrilité régnait à New York, Londres et Tokyo – panique qui s'est toutefois estompée en quelques jours. Dès les premières semaines de juillet, la Bourse de Zurich avait déjà compensé ses pertes. Pourquoi? Entre autres parce que les investisseurs ont compris que le référendum n'aurait quasiment aucune conséquence concrète dans l'immédiat. Les négociations entre la Grande-Bretagne et l'UE devraient durer deux ans, voire plus. Il est encore tout à fait impossible de savoir quels liens économiques les uniront. Peut-être le Royaume-Uni entretiendra-t-il d'ailleurs avec l'Europe des relations relativement étroites, par le truchement de l'Espace économique européen?

La reprise boursière a toutefois une explication supplémentaire: une nouvelle baisse des taux. En effet, les grandes banques centrales comme la Réserve fédérale ou la Banque centrale européenne devraient continuer d'appliquer une politique monétaire très généreuse, ce qui dope les cours des actions. De fait, l'argent doit rester bon marché car la reprise ne s'annonce toujours pas, notamment en Grande-Bretagne. Là-bas, dans le sillage du Brexit, la Banque d'Angleterre a même abaissé son taux directeur à un niveau histori-

quement bas, en prévision d'un effondrement économique marqué.

Ces évolutions défavorables ont un impact sur la Suisse. En effet, les rendements des emprunts de la Confédération à 10 ans se sont entre-temps établis à -0,5% – un record. La perspective de la normalisation espérée des taux dans le monde s'éloigne donc encore un peu plus. Cela signifie également que la Banque nationale suisse (BNS) est vouée à maintenir quelque temps encore des taux négatifs, et que les investisseurs internationaux et les détenteurs de trésorerie élevée se tiendront donc à distance du franc. Pour les caisses de pensions ou d'assurance maladie notamment, qui possèdent beaucoup de liquidités, c'est un coup dur.

2. La pression sur le franc reste forte

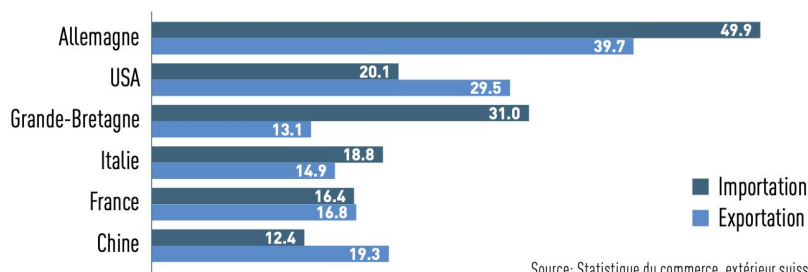
La Banque nationale suisse a bien résisté à la première tempête d'après-Brexit. Le cours de l'euro, tombé de 1,10 à 1,06 franc peu après le scrutin, a déjà regagné du terrain, s'établissant aux

ter des devises étrangères. Cela étant, la Banque nationale est toujours très sollicitée. En effet, le marché des devises reste très fragile et la pression sur le franc suisse ne devrait pas diminuer. Selon les observateurs, la BNS devrait continuer de recourir aux achats de devises comme première ligne de défense, de manière à conserver un taux de change à 1,08 franc. Si les tensions en Europe se renforcent encore, elle pourrait éventuellement de nouveau abaisser ses taux, pour stabiliser le taux de l'euro aux alentours de 1,05 franc.

3. Pertes à l'exportation et dans le secteur du tourisme

La Grande-Bretagne accueille 6% des exportations suisses. Quant à l'Europe, elle importe 40% des ventes de produits suisses à l'étranger. La reprise poussive de ces marchés s'était révélée un précieux soutien de l'économie helvétique après le choc lié à l'annulation du taux de change plancher entre le franc et l'euro. Or, si non seulement les

Principaux partenaires commerciaux en 2015 (en milliard de francs)



Source: Statistique du commerce extérieur suisse

alentours de 1,08 ou 1,09 franc, grâce à la communication claire de la BNS et à ses interventions sur les marchés des devises. Alors que la campagne du Brexit battait son plein, la BNS a dépensé 11 milliards de francs pour ache-

investissements mais également les dépenses de consommation reculent dans ces régions, cela a aussi un effet sur les entreprises suisses. Outre le secteur pharmaceutique, qui résiste bien à la crise, la plupart des secteurs exporta-

teurs devraient ressentir les conséquences du Brexit. Pour le secteur du tourisme déjà malmené – au premier semestre, il a accusé un repli du nombre de nuitées –, ce sont là de mauvaises nouvelles. En règle générale, 700 000 Britanniques se rendent en Suisse chaque année. Avec l'atonie de la livre, nombre d'entre eux vont désormais rester au Royaume-Uni. Et même s'ils font le déplacement jusqu'à Lucerne, Mürren ou Verbier pour leurs vacances, leur budget souvenirs et gastronomie sera moins important. Toujours est-il qu'en août, Theresa May a passé ses vacances à Zermatt. Son séjour est tombé à point nommé: la nouvelle première ministre de la Grande-Bretagne, prenant la pose devant les montagnes suisses en pantalon de marche, polo et bâtons de randonnée, a déclaré aux médias britanniques à quel point il faisait bon se promener dans les Alpes suisses.

Mais les banques, elles, ne bénéficient pas d'une telle publicité. Les établissements tels que Credit Suisse ont souffert en Bourse, et le cours de la deuxième plus grosse banque de Suisse est même temporairement passé sous les 10 fr. Les institutions financières locales ne sont toutefois pas les seules à traverser une période difficile. La baisse des taux obère les revenus partout en Europe. De l'Italie à l'Allemagne, les banques souffrent d'une rentabilité en berne et de perspectives incertaines.

4. L'union avec l'Europe est reléguée au second plan

Le Brexit a définitivement fermé la porte à une mise en œuvre rapide et intégrale, dans le sens espéré, de l'initiative contre l'immigration de masse. Il est généralement admis que l'UE se gardera de faire des concessions en matière d'immigration tant que dureront les négociations avec la Grande-Bretagne. D'un autre côté, ce constat politique a poussé à accélérer la recherche d'une solution sans l'UDC. Un compromis se dessine, selon lequel l'initiative

serait finalement mise en œuvre en assouplissant les conditions de la priorité aux ressortissants. En conséquence de cette proposition du PLR, les employeurs doivent d'abord notifier leurs postes vacants aux offices régionaux de placement en Suisse, avant de procéder au recrutement d'un candidat à l'étranger. En outre, une clause de sauvegarde régionale et sectorielle doit être appliquée, conformément aux propositions

d'inconvénients que d'avantages, est étayée par l'évolution économique. D'après les indicateurs du dernier trimestre, la conjoncture dans l'espace européen est restée fragile. Seule l'Allemagne a enregistré une croissance positive, alors qu'en France et en Italie, c'est la stagnation qui prévaut.

En novembre, le projet européen sera de nouveau mis à l'épreuve. En effet, l'Italie se prononcera sur une ré-



Un bon présage?
La première ministre britannique, Theresa May, a passé ses vacances d'été en Suisse, avec son mari Philip.

Photo Keystone

du PDC. Les experts n'excluent pas qu'un tel train de mesures, dépourvu de nombres maximums et autres contingents et, par là même, compatible avec les principes de l'UE, puisse être entériné avant le 7 février 2017.

Reste à savoir dans quelle mesure cette solution parviendrait à réduire l'immigration. Pour les entreprises suisses, qui dépendent d'un contexte stable et d'une immigration modulable, cette mesure serait toutefois positive.

5. La réaction en chaîne, scénario catastrophe du monde politique

Le oui au Brexit a donné un élan supplémentaire aux nationalistes. Les personnalités politiques de la droite conservatrice comme Marine Le Pen veulent à présent faire prévaloir l'hostilité à l'UE et à l'euro. Leur argumentation, selon lequel l'intégration européenne a apporté à leurs pays plus

forme de sa constitution – scrutin au cours duquel le premier ministre Matteo Renzi jouera également son avenir politique. En 2017 aura lieu l'élection présidentielle en France. La victoire aux urnes de mouvements eurosceptiques comme le Front national français ou le Movimento 5 Stelle italien pousserait l'Europe sur la voie de la désintégration. D'ores et déjà, seuls 49% des Italiens considèrent que la monnaie unique européenne est un avantage.

Il est très difficile d'imaginer les répercussions d'un tel scénario sur le marché financier. Assurément, le franc suisse atteindrait des niveaux records. Que la Suisse se le dise: si un pays comme l'Italie sort de l'UE, une augmentation du chômage et une récession seraient au minimum les conséquences d'ores et déjà prévisibles.

SIMON SCHMID EST ÉCONOMISTE EN CHEF POUR LA «HANDELSZEITUNG».